



CABINET RÉGNIÉ & ASSOCIÉS

Audit – Commissariat aux comptes

Avenue Thomas Edison – BP 50035- Téléport 4 - Futuropolis 6
86361 CHASSENEUIL DU POITOU CEDEX
Tél. : 05 49 88 02 17
E-mail : audit@regnie-audit.fr

Pierre-Antoine RÉGNIÉ

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

Habileté à certifier les informations
en matière de Durabilité

ASSOCIATION C.I.D.F.F. 86

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

Ce rapport contient 25 pages



**commissaire
aux comptes**

S.A.R.L. Cabinet Régnié & Associés Audit Conseil au capital de 125 024 €
SIRET : 378 866 206 00030 – RCS POITIERS – FR63 378 866 206

Société d'Expertise Comptable et Commissaire aux Comptes
Tableau de l'Ordre des Experts Comptables et listes 1 et 2 de la Haute Autorité de l'Audit

ASSOCIATION C.I.D.F.F. 86

SIRET : 379 867 484

Siège social : 33 avenue Rhin et Danube
86000 POITIERS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.I.D.F.F. 86 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC N° 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons notamment analysé :

- Les options retenues dans le choix des méthodes comptables ou dans leurs modalités de mise en œuvre. Elles sont décrites dans l'annexe comptable. Nous avons porté une attention particulière au respect du principe d'indépendance des exercices.

Nous avons validé la conformité des méthodes choisies avec les règles du plan comptable général.

- Les estimations comptables importantes

Les fonds dédiés de votre association s'élèvent à 67 723 € au 31 décembre 2025. Ils sont détaillés par actions dans l'annexe, page 9.

La Provision Indemnité départ en retraite figure au bilan pour un total de 4 044 € au 31/12/2025 après une dotation sur l'année 2025 de 1 076 €. Son mode de calcul est mentionné dans votre annexe comptable page 12.

La Provision pour risque de reversement de subvention du fait de non atteinte de quota figure au Bilan pour un total de 4 820 € au 31/12/2025.

Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

- La présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à vérifier que les états de synthèse et l'annexe des comptes annuels donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chasseneuil - Futuroscope,
Le 7 avril 2026



CABINET RÉGNIÉ & Associés
P.A. RÉGNIÉ
Commissaire aux Comptes

Comptes annuels au 31 décembre 2025

Bilan actif

	31/12/2025 (12 mois)			31/12/2024 (12 mois)
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	5 186,49	- 5 186,49		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	78 081,03	- 75 021,59	3 059,44	5 196,47
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières (1)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)	83 267,52	- 80 208,08	3 059,44	5 196,47
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (2)				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 928,00		13 928,00	11 958,00
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	62 397,98		62 397,98	29 537,91
Charges constatées d'avance				
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	238 711,59		238 711,59	281 803,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	315 037,57		315 037,57	323 298,91
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	398 305,09	- 80 208,08	318 097,01	328 495,38
(1) Dont à moins d'un an (brut)				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	66 791,77	53 245,65
Excédent ou déficit de l'exercice précédent à affecter		
Excédent ou déficit de l'exercice	3 856,11	13 546,12
Situation nette (sous total)	70 647,88	66 791,77
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	416,73	1 141,92
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	71 064,61	67 933,69
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Droits du concédant		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I Bis)		
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	67 722,50	81 196,11
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	67 722,50	81 196,11
PROVISIONS		
Provisions pour risques	4 820,21	
Provisions pour charges	4 043,62	2 967,24
TOTAL PROVISIONS (III)	8 863,83	2 967,24
DETTES (1)		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses (2)		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	20 064,38	15 832,20
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	74 057,01	82 096,21
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	52 272,68	61 811,93
Produits constatés d'avance	24 052,00	16 658,00
TOTAL DETTES (IV)	170 446,07	176 398,34
Ecarts de conversion Passif et différences d'évaluation - Passif(V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	318 097,01	328 495,38
(1) Dont à moins d'un an hors Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	137 202,32	
(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	765,00	380,00	385,00	101,32
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	5 292,62	1 970,00	3 322,62	168,66
				<i>Dont ventes de dons en nature</i>
Ventes de prestations de service	56 907,00	121 916,33	- 65 009,33	- 53,32
				<i>Dont parrainages</i>
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	436 596,19	397 926,44	38 669,75	9,72
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
- Dons manuels				
- Mécénats				
- Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		10 873,56	- 10 873,56	- 100,00
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés	15 121,70	40 870,78	- 25 749,08	- 63,00
Autres produits	4 765,47	9 506,58	- 4 741,11	- 49,87
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	519 447,98	583 443,69	- 63 995,71	- 10,97
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	1 264,85	342,00	922,85	269,84
Variation de stock				
Autres achats et charges externes(1) (2)	83 667,58	104 618,70	- 20 951,12	- 20,03
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	10 420,39	8 162,48	2 257,91	27,66
Salaires	302 703,03	312 563,08	- 9 860,05	- 3,15
Cotisations sociales	113 121,56	116 417,80	- 3 296,24	- 2,83
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 137,03	2 826,30	- 689,27	- 24,39
Dotations aux provisions	5 896,59	1 464,48	4 432,11	302,64
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Reports en fonds dédiés	1 648,09	23 655,09	- 22 007,00	- 93,03
Autres charges	128,07	3 507,05	- 3 378,98	- 96,35
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	520 987,19	573 556,98	- 52 569,79	- 9,17
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 1 539,21	9 886,71	- 11 425,92	- 115,57
PRODUITS FINANCIERS				
Produits de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	5 395,32	2 437,89	2 957,43	121,31
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	5 395,32	2 437,89	2 957,43	121,31
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	5 395,32	2 437,89	2 957,43	121,31
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	3 856,11	12 324,60	- 8 468,49	- 68,71
Produits exceptionnels (V)		1 221,52	- 1 221,52	- 100,00
Charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		1 221,52	- 1 221,52	- 100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	524 843,30	587 103,10	- 62 259,80	- 10,60
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	520 987,19	573 556,98	- 52 569,79	- 9,17
EXCEDENT	3 856,11	13 546,12	- 9 690,01	- 71,53

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
DEFICIT				
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	7 961,00	7 665,00	296,00	3,86
Bénévolat	7 092,36	7 655,47	- 563,11	- 7,36
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	15 053,36	15 320,47	- 267,11	- 1,74
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	7 961,00	7 665,00	296,00	3,86
Prestations en nature				
Personnel bénévole	7 092,36	7 655,47	- 563,11	- 7,36
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	15 053,36	15 320,47	- 267,11	- 1,74
(1) Redevances de crédit-bail mobilier				
(2) Redevances de crédit-bail immobilier				

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total est de 318097.01 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 8856.11 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'association CIDFF 86 est un acteur majeur de la politique publique d'information des femmes sur le département de la Vienne. Elle exerce une mission d'intérêt général, cofinancée par l'Etat dont l'objectif est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, de lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Le CIDFF de la Vienne fait partie du réseau des CIDFF - Centres d'information sur les droits des femmes et des familles. Les CIDFF informent, orientent et accompagnent le public, en priorité les femmes, dans les domaines de :

- l'accès au droit
- de la lutte contre les violences sexistes
- du soutien à la parentalité
- de l'emploi, de la formation professionnelle et de la création d'entreprise
- de l'éducation et de la citoyenneté
- de La santé psychologique.

L'association n'est pas fiscalisée.

Le Tribunal de Grande Instance de Poitiers a accepté un plan de redressement de l'association le 02 octobre 2019. Ce plan se terminera en 2028.

Principes généraux

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires).

Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Dérogations

Dérogations aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

L'élaboration des présents comptes annuels ne nécessite pas d'adapter et/ou de déroger aux principes généraux.

Principes généraux

Liste des principales méthodes retenues par l'entité

En gras : la méthode retenue par l'entité.	
Postes	Méthodes Comptables
Comptabilisation des frais de constitution, de transformation et de premier établissement en application de l'article 212-9	Inscription à l'actif comme frais d'établissement Constataction en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des frais d'augmentation de capital, de fusion, de scission, d'apport en application de l'article 212-9	Actif comme frais d'établissement Charges Imputés sur les primes d'émission et de fusion. Si la prime est insuffisante pour permettre l'imputation de la totalité des frais, l'excédent des frais est comptabilisé en charges. N/A
Comptabilisation des coûts de développement et des frais de création de solutions informatiques en application des articles 212-3 et 611-3	Inscription à l'actif Constataction en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des frais externes afférents à des formations nécessaires à la mise en service des immobilisations incorporelles et corporelles en application de l'article 213-8	Incorporation dans le coût d'entrée de l'actif Constataction en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles en application des articles 213-8 et 213-22	Incorporation dans le coût d'entrée de l'actif Constataction en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition des immobilisations financières en application des articles 221-1 et 222-1	Incorporation dans le coût d'entrée de l'actif Constataction en charges de l'exercice N/A
Évaluation des titres des sociétés contrôlées de manière exclusive en application de l'article 221-4	Evaluation au coût historique Evaluation par équivalence N/A
Évaluation des stocks en application de l'article 213-34	Coût moyen unitaire pondéré (CUMP) Premier entré, premier sorti (PEPS - FIFO) N/A
Comptabilisation des frais d'émission des emprunts en application de l'article 212-11	Actif (Répartition sur la durée de l'emprunt) Constataction en charges de l'exercice N/A
Comptabilisation des subventions d'investissements en application de l'article 312-1	Capitaux propres (Etalement du produit sur plusieurs exercices) Prise en compte immédiatement en produit N/A
Engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires	Provision (Méthode de référence définie à l'article 121-5) Informations dans l'annexe N/A

Postes	Méthodes Comptables
Comptabilisation des programmes pluriannuels de gros entretien ou de grandes révisions en application de l'article 214-10	Composant distinct de l'immobilisation Provisions pour gros entretien N/A
Amortissement des primes de remboursement des emprunts en application de l'article 212-10	Linéaire Au prorata des intérêts courus N/A
Comptabilisation des coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible en application de l'article 213-9	Incorporation des coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production des actifs éligibles dans le coût de l'actif Constatation en charges de l'exercice N/A
Reconnaissance du chiffre d'affaires relatif aux contrats à long terme en application de l'article 622-2	Méthode à l'achèvement Méthode à l'avancement N/A
Comptabilisation des primes d'option en application de l'article 628-12	Étalées dans le compte de résultat sur la période de couverture Constatées en résultat au même moment que la transaction couverte ou dans la valeur d'entrée au bilan de l'élément couvert N/A
Report/déport du change à terme en application de l'article 628-13	Étalé dans le compte de résultat Constaté en résultat au même moment que la transaction couverte ou dans la valeur d'entrée au bilan de l'élément couvert N/A
Pour les petites entreprises définies à l'article L. 123-16 du code de commerce, utilisation des mesures de simplification : Amortissement des fonds commerciaux sur 10 ans en application de l'article 214-3	Oui Non N/A
Pour les petites entreprises définies à l'article L. 123-16 du code de commerce, utilisation des mesures de simplification : Utilisation de la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles en application de l'article 214-13	Oui Non N/A

Principes généraux

Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

- La première application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

Changement de règles et méthodes comptables

Changement de réglementation comptable

Les présents comptes ont été arrêtés en application du Plan Comptable Général, règlement ANC 2014-03 modifié notamment par le règlement ANC 2022-06. Cette 1ère application a entraîné des modifications de présentation et d'information dans le présent document.

Les reclassements de présentations des présents comptes nécessaires pour l'application du référentiel comptable à jour ne sont pas significatifs et ne justifient pas d'information particulière.

Notes relatives aux postes de bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
FRAIS D'ETABLISSEMENT							
Frais d'établissement							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	5 186,49					5 186,49	
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	5 186,49					5 186,49	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions							
Installations techniques matériels et outillages industriels							
Autres immobilisations corporelles	78 081,03					78 081,03	
Installations générales, agencements, aménagements divers	2 805,56					2 805,56	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	75 275,47					75 275,47	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	78 081,03					78 081,03	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
Sous-total							
Total	83 267,52					83 267,52	

Les flux s'analysent comme suit :

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
Frais d'établissement				
Sous-total				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	5 186,49			5 186,49
Fonds commercial(1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Sous-total	5 186,49			5 186,49
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions				
Installations techniques matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	72 884,56	2 137,03		75 021,59
Installations générales, agencements, aménagements divers	2 805,52			2 805,52
Matériel de transport				
Matériel de bureau et Matériel informatique, Mobilier	70 079,04	2 137,03		72 216,07
Emballages récupérables et divers				
Sous-total	72 884,56	2 137,03		75 021,59
Total	78 071,05	2 137,03		80 208,08
(1) Dont amortissement du fonds de commerce par application de l'article 39, 1-2, al.3 du CGI				

Informations relatives à l'actif immobilisé

Précisions sur les amortissements

Valeur résiduelle

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Durée et mode d'amortissement

Immobilisations incorporelles

Seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires : 12 mois

Immobilisations corporelles

Le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Autres immobilisations corporelles : de 2 ans à 10 ans

Créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	76 325,98	76 325,98	
Créances clients	13 928,00	13 928,00	
Clients douteux ou litigieux			
Autres Créances bénéficiaires et comptes rattachés	13 928,00	13 928,00	
Créances sociales			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Créances fiscales	59 733,40	59 733,40	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat et autres collectivités publiques - Divers	59 733,40	59 733,40	
Autres créances	2 664,58	2 664,58	
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	2 664,58	2 664,58	
Charges constatées d'avance			
Total	76 325,98	76 325,98	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation Euros	Variation %
Clients - Factures à établir	1 160,00		1 160,00	
4181 - FACTURES A ETABLIR	1 160,00		1 160,00	
Etat - Produits à recevoir	59 733,40	26 575,14	33 158,26	124,77
44101 - CAF DE LA VIENNE	11 490,00		11 490,00	
441031 - .		6 000,00	- 6 000,00	- 100,00
441042 - Subvention Conseil Régional	10 320,00	9 014,14	1 305,86	14,49
441057 - Subvention FNCIDFF	11 100,00		11 100,00	
441058 - FRCIDFF	24 223,40	3 500,00	20 723,40	592,10
44106 - MAIRIES	1 000,00	1 000,00		
44108 - DILCRAH		7 061,00	- 7 061,00	- 100,00
4411 - MSA	1 600,00		1 600,00	
Produits à recevoir - Divers	2 664,58	2 913,91	- 249,33	- 8,56
467 - Divers comptes débiteurs et produits à recevoir	2 439,55		2 439,55	
467006 - MANDATAIRE JUDICIAIRE - MAITRE CAPEL / ROUSSE	225,03		225,03	
4671 - INDEMNITE CPAM		73,84	- 73,84	- 100,00
4676 - MANDATAIRE JUDIC. MAITRE CAPEL		2 241,07	- 2 241,07	- 100,00
4687 - DIVERS PDTS A RECEVOIR		599,00	- 599,00	- 100,00
Total	63 557,98	29 489,05	34 068,93	115,53

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	53 245,65	13 546,12			66 791,77
Excédent ou déficit de l'exercice	13 546,12	- 13 546,12	3 856,11		3 856,11
Situation nette (sous total)	66 791,77		3 856,11		70 647,88
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 141,92		3 229,38	3 954,57	416,73
Provisions réglementées					
Total	67 933,69		7 085,49	3 954,57	71 064,61

Tableau des subventions d'investissement

	31/12/2024 (12 mois)	Variations de l'exercice		31/12/2025 (12 mois)
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal	21 695,00			21 695,00
Quotes-parts virées au résultat	20 553,08	3 954,57	3 229,38	21 278,27
Subventions d'investissement nettes	1 141,92	- 3 954,57	- 3 229,38	416,73

Fonds reportés et Fonds dédiés

Fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention D'exploitation							
Subvention D'exploitation	81 196,11	1 648,09	15 121,70			67 722,50	
194 - FONDS DEDIES	81 196,11	1 648,09	15 121,70			67 722,50	
Total	81 196,11	1 648,09	15 121,70			67 722,50	

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Provisions

Provisions pour risques et charges

	Montant début d'exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant fin d'exercice
PROVISIONS POUR RISQUES					
Pour litiges					
Pour garanties données aux clients					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change					
Pour pertes sur contrat					
Autres provisions pour risques		4 820,21			4 820,21
Sous-total		4 820,21			4 820,21
PROVISIONS POUR CHARGES					
Charges sur legs ou donations					
Pour pensions et obligations similaires	2 967,24	4 043,62	2 967,24		4 043,62
Pour restructurations					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
Pour gros entretiens ou grandes visites					
Pour remise en état					
Autres provisions pour charges					
Sous-total	2 967,24	4 043,62	2 967,24		4 043,62
Total des provisions	2 967,24	8 863,83	2 967,24		8 863,83

Précisions sur les provisions significatives et passifs éventuels

Précisions sur les provisions significatives

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les engagements de l'entité se composent d'avantages long terme, postérieurs à l'emploi, consentis aux employés (en particulier, les indemnités de départ à la retraite). Notre entité provisionne ses engagements au titre des indemnités de départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Initiative au départ : Salarié
- Âge légal de départ à la retraite **65 ans**
- Taux de charges sociales : 40 %
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Turnover : **faible** - Taux d'actualisation retenu **3.96 %**

Le montant de notre engagement total correspondant s'élève à 4 043.62 € au titre de l'exercice (N-1 : 2 967.24 €). Il est totalement provisionné au titre de l'exercice.

Ventilation des dotations et reprises

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)
	Total	Total
EXPLOITATION		
Dotations d'exploitation	5 896,59	1 464,48
Reprises d'exploitation		
Total Exploitation	- 5 896,59	- 1 464,48
FINANCIER		
Dotations financières		
Reprises financières		
Total Financier		
EXCEPTIONNEL		
Dotations exceptionnelles		
Reprises exceptionnelles		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	- 5 896,59	- 1 464,48

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
Emprunts obligataires convertibles(1) (2)				
Autres emprunts obligataires(1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit(1) (2)				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers(1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	20 064,38	20 064,38		
AUTRES DETTES	126 329,69	93 085,94	33 243,75	
Dettes sur legs ou donations				
Dettes sociales	68 644,01	68 644,01		
Personnel et comptes rattachés	29 216,34	29 216,34		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	39 427,67	39 427,67		
Dettes fiscales	5 413,00	5 413,00		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 413,00	5 413,00		
Autres	52 272,68	19 028,93	33 243,75	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs				
Autres dettes	52 272,68	19 028,93	33 243,75	
Produits constatés d'avance	24 052,00	24 052,00		
Total	170 446,07	137 202,32	33 243,75	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Charges à payer

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenues	6 936,26	7 636,30	- 700,04	- 9,17
4081 - FRS, FACT.NON PARVENUES	6 936,26	7 636,30	- 700,04	- 9,17
Personnel - Charges à payer	29 216,34	32 873,36	- 3 657,02	- 11,12
4282 - DETTES PROV.CONG.A PAYER	29 210,83	32 479,75	- 3 268,92	- 10,06
4286 - PERSON AUTRES CHARGES	5,51	393,61	- 388,10	- 98,60
Organismes sociaux - Charges à payer	15 949,00	16 069,00	- 120,00	- 0,75
4382 - CH.SOC.DETTE CONG.A PAYER	13 556,00	13 812,00	- 256,00	- 1,85
4386 - ORG.SOC.AUTR.CHARG A PAYE	2 393,00	2 257,00	136,00	6,03
Etat - Charges à payer		3 108,00	- 3 108,00	- 100,00
4486 - TAXE SUR SALAIRE		3 108,00	- 3 108,00	- 100,00
Total	52 101,60	59 686,66	- 7 585,06	- 12,71

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Produits constatés d'avance	24 052,00			
487 - Produits constatés d'avance	24 052,00			
Total	24 052,00			

Notes relatives au compte de résultat

Activité et ventilation des produits

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics						
Subvention d'exploitation		209 178,00	127 450,00	38 300,00	60 943,00	435 871,00
Subvention d'investissement						
Total		209 178,00	127 450,00	38 300,00	60 943,00	435 871,00

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1 ou OTI 1	CAC 2 ou OTI 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	2 844,00	
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité		
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité		
Total	2 844,00	

Résultat financier

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS FINANCIERS				
Produits de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances				
Autres intérêts de produits assimilés	5 395,32	2 437,89	2 957,43	121,31
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	5 395,32	2 437,89	2 957,43	121,31
CHARGES FINANCIERES				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER	5 395,32	2 437,89	2 957,43	121,31

Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES	15 053,36	15 320,47
Dons en nature		
Prestations en nature	7 961,00	7 665,00
Bénévolat	7 092,36	7 655,47
Total	15 053,36	15 320,47
EMPLOIS	15 053,36	15 320,47
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	7 961,00	7 665,00
Prestations		
Personnel bénévole	7 092,36	7 655,47
Total	15 053,36	15 320,47

Autres informations

Tableau des effectifs

	Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL	
Cadres	1,00
Agents de maîtrise et techniciens	8,00
Ouvriers	
Total	9,00